

Nouvelle mouture

DEBAT NATIONAL : SYNTHESE

Question 1. Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Après un bref rappel historique situant la mise en place de l'école gratuite laïque et obligatoire dans un projet politique destiné à républicaniser les Français, la question de l'école se pose aujourd'hui, à l'heure de l'Europe et de la mondialisation, de façon bien différente. Dans une société devenue urbaine, au niveau de vie élevé, soumise à une communication massive, qui a largement accès à la consommation et aux loisirs, il se développe un individualisme fort, reposant sur la destructuration des modèles traditionnels.

Il est rappelé que les élèves apprécient de trouver en nous des modèles de vertu et qu'il y a nécessité à avoir une cohérence entre nos discours et nos actes. Il y aurait à réfléchir entre ce que l'on veut et ce qui se pratique. Ainsi on veut l'égalité mais tout le parcours scolaire met en valeur le fait d'être le premier, le meilleur... L'école secrète un esprit de compétition qui prône la réussite individuelle.

L'école devrait travailler pour tout le monde et poser le problème de l'évaluation. Une évaluation qui serait davantage effectuée par rapport à un projet et non par rapport à une note permettrait peut-être d'assurer une culture de base et une culture du mérite. L'idéal serait de trouver un système qui valoriserait l'élève au lieu de le pénaliser et de le sanctionner (du type Montessori, l'assistance est persuadée que c'est une question de moyens seulement.

L'école devrait aussi reconnaître la diversité des capacités de chacun : au nom de quoi les capacités des filières classiques ont-elles plus de valeur que celles des filières scientifiques ou technologiques ou professionnelles à l'heure où nos sociétés sont dominées par l'évolution des sciences et des techniques ?

Une différence est faite également entre les valeurs républicaines, les valeurs des élèves et les valeurs de l'école. Chacun s'accorde sur le fait que les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de démocratie mériteraient d'être à nouveau définies pour nos élèves, ces termes ne recelant pas beaucoup de sens pour eux, leur définition permettrait de revenir sur la notion de tolérance (de qui ? de quoi ?), de respect (de qui ? de quoi ?), vers un recentrage de ce qui est bien ou mal.

Les valeurs de l'élève fondées sur le paraître et sur l'argent facile s'opposent aux valeurs de l'école fondées sur le travail. Notre mission est de recadrer les valeurs virtuelles émises souvent par les médias avec celles du monde réel. Il y a nécessité à démystifier les messages transmis par les médias, à apprendre à décoder et à déchiffrer les informations.

La valeur de la laïcité est importante aux yeux de tous. Chacun est persuadé que le problème du voile repose beaucoup sur l'ignorance de chaque partie prenante du débat et que c'est à l'école de faire passer la connaissance et les valeurs. Il s'agit de faire passer les valeurs malgré nos difficultés et les pressions de la société. La question de l'apprentissage du fait religieux à l'école est vu de façon favorable. Une des valeurs de l'école consiste à apprendre à l'individu à construire sa liberté.

L'individualisme grandissant et l'idée selon laquelle tout se vaut s'oppose aux valeurs recherchées par l'Ecole : le travail, la laïcité, le mérite, la tolérance, l'apprentissage de la liberté. Comment faire passer ces valeurs ? par l'éducation civique et sa prise en compte dans la formation dès l'IUFM, par l'analyse critique des médias, par le travail en groupe et la mise en pratique de l'étude de thèmes transversaux, par la réflexion sur l'organisation de l'école et ses pratiques de l'évaluation.

Question 2 : Quelles doivent être les missions de l'Ecole, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?

Les missions sont devenues multiples et variées. Il y a inefficacité du fait de la multiplicité des objectifs et des changements de ces objectifs : préparer des citoyens, acquérir des connaissances, préparer la vie professionnelle. L'Ecole doit être au service de tous, développer l'esprit critique. Elle est aussi un

lieu d'acquisition des connaissances et elle doit pouvoir permettre aux individus de s'adapter aux différentes professions. Elle doit avoir pour objectif que chacun s'épanouisse et acquiert des connaissances à son rythme.

Question 3 : Vers quel type d'égalité l'Ecole doit-elle tendre ?

L'Egalité est une valeur républicaine forte. L'objectif égalitaire d'amener 80% d'une classe d'âge au niveau du Bac Général, technologique, Professionnel, est louable. Elle est utopique sur le plan individuel (tous différents), social (la diversité est une richesse où chacun peut trouver sa place), économique (coût de formation pour la Nation) et professionnel (l'entreprise n'a pas besoin que d'ingénieurs). Elle conduit à une dévalorisation des diplômés (le Certificat d'étude avait une valeur que le Bac n'a plus).

Seules les connaissances fondamentales en sortie de l'Ecole primaire doivent être communes à tous : savoir lire, écrire, compter. Tous les moyens nécessaires d'aide et de soutien doivent être mis en œuvre pour permettre à chacun d'acquérir ce minimum de base commune pour aborder le collège dans les meilleures conditions.

Tout le monde est pour l'égalité, contre l'existence de privilèges qui permettent à certains de bénéficier de l'accès à la meilleure école, dans le meilleur environnement, avec les " meilleurs enseignants ".

Néanmoins, chacun, parents comme enseignant, cherche à bénéficier pour soi-même et les siens de la possibilité d'échapper à l'école située en ZEP, d'aller vers celle qui offre les meilleures chances, et à l'extrême d'aller dans une école privée. L'Egalité n'est donc pas tant celle de tenter d'amener tous les individus à un niveau scolaire idéal commun (le Bac) que d'offrir à chacun l'égalité des chances d'accéder à son niveau de compétence optimal (diplôme atteint en fonction des capacités intellectuelles, manuelles et de relations humaines).

L'égalité des chances dépend donc des structures mises en places. Pour la garantir, il faut : * Conserver un brassage des enseignants au niveau national : recrutement, mouvement,

* Permettre un brassage des milieux sociaux des élèves au plan du bassin d'éducation : respect de la carte scolaire,

* Donner une égalité des moyens / élève aux établissements au niveau national : financiers, horaires, humains (profs + ATOS), pas de discrimination positive ; supprimer les options " factices " qui servent d'arguments stratégiques aux parents pour permettre des choix d'écoles,

* Offrir des systèmes d'aides aux élèves en difficulté souples et adaptables au niveau local par rapport aux besoins réels (autonomie de l'établissement)

Les élèves ne sont plus motivés pour les études en elles-mêmes. Valoriser l'instruction est d'un autre temps.

Il faut supprimer la notion de collège unique qui n'existe pas de fait, puisque des stratégies multiples sont mises en places sous des vocables différents pour masquer la réalité de voies d'apprentissage différentes, sans en avoir ni les méthodes, ni les contenus. De plus, n'étant pas clairement identifiées, elles maintiennent l'élève dans son échec, sans lui offrir de véritables chances de revenir dans la voie " unique ".

Les modèles actuels médiatisés donnent aux jeunes une image de l'argent apparemment gagné sans effort, grâce à des aptitudes naturelles plutôt qu'à des connaissances acquises. Les formations aux métiers du commerce et de la distribution sont prisés car ils permettent souvent des gains plus importants avec un niveau de formation moindre que ceux de la production (confection-bâtiment-industrie).

La diversification des parcours dès le collège doit donc être organisée en différenciant positivement les élèves. Cette différenciation nécessite de :

* sortir de l'orientation par l'échec dans les voies professionnelles ou technologiques,

* valoriser l'avenir professionnel, montrer sa diversité et sa richesse (de l'artisan au chercheur), adaptées aux capacités et aux goûts de chacun,

* réaffirmer les valeurs du travail, donner le goût de l'effort, de la rigueur, des méthodes et du travail en groupe,

* offrir des passerelles à tout moment, l'objectif étant de permettre à l'élève de revenir dans la voie d'études poursuivies en initial puis en continu.

Pour atteindre ces objectifs, il est proposé de : * recruter des Co-Psy ayant des compétences dans les métiers des voies technologiques et professionnelles et former les autres, * proposer dans les programmes dès la 6ème des activités technologiques et professionnelles valorisantes, en relation avec les voies professionnelles et techno faites par des professeurs qualifiés dans ces spécialités, * ouvrir plus et mieux l'école, dès le collège, sur le monde du travail : visites d'entreprises, conférences scientifiques et technologiques, stages ; * mieux prendre en compte dans l'évaluation des élèves dès le collège leurs aptitudes et capacités pour les métiers manuels, l'intelligence concrète (applicative -), les capacités relationnelles (communication - travail en groupe) ;

Questions 18 et 21 : Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ? Faut-il redéfinir les métiers de l'Ecole ?

Premier constat : besoin de plus d'information et de communication pour l'ensemble des personnels, sur les éventuels projets en cours.

Les personnels non enseignants ont un besoin crucial de reconnaissance : ils se sentent comme les parents pauvres de l'EN.

Ils ont un besoin de formation, afin de faire évoluer leurs métiers par rapport aux besoins nouveaux, afin de relever les défis liés aux progrès techniques et aux évolutions institutionnelles. Ils estiment que l'organisation est lourde et aujourd'hui peu adaptée, par exemple dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

S'ils ne nient pas la nécessité de la polyvalence, ils souhaitent aussi pouvoir agir en priorité sur leurs missions principales, ce qui sous-entend plus de moyens, y compris humains, même si chacun s'accorde sur " mieux de moyens ". Tous sont particulièrement attachés au principe même de Service Public National de l'Education.

Ils s'interrogent sur l'alternative Déconcentration/Décentralisation. Pourquoi en effet, des services déconcentrés ne pourraient-ils pas être aussi performants que des services décentralisés ? Ils souhaitent que la confiance soit accordée à l'Education Nationale, à tous ses membres, et que des capacités d'initiative soient possibles afin de montrer la possibilité de faire évoluer l'institution. Ils souhaitent donc continuer de s'inscrire dans un grand service public qui assure l'égalité des chances en dehors des disparités territoriales et des choix politiques locaux, tout en reconnaissant le travail réel mené par les collectivités territoriales depuis les lois de Décentralisation/Déconcentration des années 1980. Ils demandent si une " éducation " des missions actuelles ne pourrait se faire avant d'envisager un bouleversement du système ?

Sujet n° 7 : comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?

L'image peu valorisée des formations professionnelles et technologiques dans notre société prend son origine dans notre culture. Les parents et les professeurs de l'enseignement général, ont une méconnaissance de l'entreprise et de ses métiers. Seule la réussite scolaire par rapport à un parcours idéal est reconnue. La grande entreprise reproduit ce schéma en sélectionnant généralement son personnel par école (Centrale, AM, Polytechnique,...). Le changement d'état d'esprit prendra du temps et devra nécessairement commencer par une évolution de la reconnaissance des formations professionnelles et technologiques au sein de l'école elle-même.

Les professeurs des enseignements généraux ressentent une carence profonde dans leur formation initiale et continue par la méconnaissance des voies de formations technologiques et professionnelles, et sur les métiers dans l'entreprise. Cet état de fait ne leur permet ni de situer leur enseignement dans la perspective des champs d'activités professionnelles, ni par conséquent d'appréhender les aptitudes, les capacités des élèves en rapport à d'autres

exigences que celles de leur propre discipline. La quasi seule présence de professeurs d'enseignement général en collège ne permet donc pas une information équilibrée et objective des réalités de la vie professionnelle. Les solutions envisagées sont une immersion obligatoire en entreprise au cours de la formation initiale des enseignants des disciplines générales, des stages courts en formation continue et des congés formation d'un an facilités, avec des incitations (prise en compte au niveau du déroulement de carrière). L'organisation de formations et de stages dans les lycées professionnels et filières technologiques sont également évoqués.

L'intégration dans le système éducatif de formateurs issus de l'entreprise devrait être également bénéfique pour la valorisation des voies professionnelles et technologiques : ponctuellement pour des interventions courtes ou par l'accès au professorat en ayant soin de mettre les concours externes à leur portée (épreuves faisant appel aux compétences métiers plus qu'à la théorie).

Les élèves constatent avec déception que l'information sur l'orientation qu'ils ont vécue en collège ne leur permet pas en fin de 3ème de faire un véritable choix motivé de la voie professionnelle ou des options en seconde Générale et Technologique, mais uniquement une détermination par rapport à la projection qu'ils ont des disciplines scolaires. Ce sentiment est ressenti autant pour les voies Générales (quelle finalité pour L, SES, S ?) que Technologiques (STI, STT, STL) ou Professionnelles. Les élèves nous disent que la technologie en collège ne répond pas à ce besoin dans la mesure où l'enseignement reste au niveau du savoir-faire, d'une application (ex. : souder des composants électroniques), et non de la finalité. De même, les élèves nous disent que le stage d'observation en classe de 3ème d'une semaine en entreprise est trop superficiel pour pouvoir appréhender un métier et valoriser la voie professionnelle. En fait, les élèves ont besoin de connaître dès le collège les perspectives que leur investissement scolaire ouvre dans leur environnement social et professionnel futur.

Les enseignants sont convaincus que les élèves ne sont pas paresseux en eux-mêmes, mais par rapport à ce que le système scolaire leur offre. Il serait moins coûteux socialement et économiquement de traiter le problème des élèves en difficulté en amont (dès la 6ème), avant son apparition, par une offre appropriée et motivante d'activités à finalité professionnelle. Les représentants d'entreprises insistent sur l'intérêt à valoriser très jeune " l'intelligence manuelle " autant que l'intelligence spéculative.

Au cours du débat, il est apparu que les disciplines générales (Math, Français, Sciences, LV), reconnues comme fondamentales pour tout parcours professionnel, amélioreraient leur efficacité en étant enseignées en alternance par l'approche théorique actuelle, mais également par des applications pratiques liées aux voies professionnelles. Les activités de projet (PPCP, TPE,...) sont des exemples de telles applications. D'autres sont à imaginer.

Les représentants d'entreprises soulignent l'importance des qualités de relations humaines chez l'individu : l'implication du jeune dans des sports collectifs et dans des activités de groupe (les activités professionnelles et technologiques en étant une forme) est un facteur d'appréciation indéniable de sa capacité à mettre en valeur ses savoirs et savoir-faire dans l'entreprise. Cette dimension de la personnalité du jeune en formation doit donc être valorisée, développée et prise en compte dans son évaluation et son orientation.

Actuellement, un diplôme, même élevé, n'est pas une garantie d'insertion immédiate dans l'entreprise. Les stages, les expériences professionnelles ponctuelles (stages d'été, intérim, CDI) sont des atouts pour une insertion rapide à tous niveaux. Les grandes entreprises ont plus de facilité pour prendre des jeunes en stages de formation, mais, comme les PME, elles favorisent les stages longs d'un minimum de 4 à 6 mois, l'idéal étant d'un an, surtout en post bac. Ceci est en corrélation avec les difficultés auxquelles sont confrontées les lycées pour placer les élèves du BEP qui n'ont que 3 semaines de stage. Les représentants d'entreprises indiquent qu'il est indispensable de trouver des mesures incitatives sociales et fiscales pour permettre de développer ces stages élèves, tout en prévoyant les dispositifs nécessaires pour limiter le recours à ceux-ci pour masquer des emplois.

A propos de l'alignement indispensable des diplômes à l'échelle européenne (LMD), il est noté que les BTS, très appréciés des jeunes et des entreprises, pourraient facilement évoluer vers une licence en prévoyant un stage en entreprise plus long, avec, si possible, une expérience à l'étranger (en deux fois six mois par exemple = coût faible). Cela donnerait à ce diplôme, notamment dans les spécialités industrielles, une plus grande attractivité, une meilleure qualification et insertion en entreprise.

Sujet n° 4 : faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer d'avantage le monde du travail ?

L'entreprise est placée dans un environnement économique de plus en plus concurrentiel. Ce sont principalement les PME qui génèrent de l'emploi ; les grandes entreprises sous-traitent, délocalisent la fabrication. La formation continue en entreprise est souvent faite par obligation légale (1%). Elle est quasiment inexistante dans la petite entreprise. Bien souvent, la formation continue en entreprise ne bénéficie pas à l'individu, car il conserve la même " étiquette ", dans le même positionnement. De plus, pour la grande entreprise, il est plus facile de licencier et de recruter un jeune que de former. Les systèmes de formation continue extérieurs à l'entreprise (CNAM, GRETA, VAE..) nécessitent de la disponibilité et une grande volonté de la part de l'individu. Ces différents systèmes de formation continue, internes et externes à l'entreprise, ne constituent pas un véritable moyen de promotion sociale, mais permettent surtout de valider une compétence acquise par l'expérience professionnelle.

La flexibilité de l'individu est un facteur essentiel d'adaptation dans une entreprise qui est perpétuelle évolution. Il devient très fréquent de changer plusieurs fois de métiers dans sa vie professionnelle. C'est le niveau de formation générale et l'expérience professionnelle acquise qui confèrent à l'individu sa capacité d'adaptation.

Il s'ensuit que le niveau de formation générale (" les fondamentaux ") avec lequel l'élève sort du système éducatif est celui qui lui permettra d'évoluer pendant toute sa carrière professionnelle. Il faut donc que le système éducatif amène l'élève à son niveau optimal de formation ; l'expérience professionnelle enrichira ses compétences.

Majoritairement, les élèves sortant de collège ne sont pas a priori dans une disposition d'esprit de poursuite d'études longues. Ils souhaiteraient pouvoir appréhender l'utilité pour leur avenir des savoirs qui leur sont demandés, tout en admettant que la culture générale est un facteur d'intégration sociale.

Les jeunes en difficulté scolaire pourraient être sensibilisés à l'intérêt d'acquisitions fondamentales en enseignement général par une insertion d'un ou deux ans dans l'entreprise avec un dispositif d'aide financière, tout en lui permettant de poursuivre ensuite des études adaptées dans une structure scolaire spécifique (GRETA, classe de récurrence, promotion sociale par unités de valeur en pré-bac...). Le retour de ces jeunes dans le système de formation initial paraît inadapté (maturités différentes, rythme scolaire, objectif différent...).

Questions 15 et 16: Comment lutter efficacement contre les incivilités ?

Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative, en particulier parents- professeurs et entre professeurs et élève ?

Les actes de violence et d'incivilités sont des obstacles à la transmission du savoir et à l'apprentissage de la citoyenneté. Les causes de la violence sont multiples. Aujourd'hui, la violence est banalisée (cinéma, TV, jeux vidéo). Avec des jeunes violents, il faut agir rapidement. La sanction doit être prise sans tarder mais il ne faut pas faire de surenchère .

Des solutions sont proposées :

- redonner de l'autorité aux enseignants sans négliger le dialogue
- permettre aux établissements une auto-expérimentation d'autres moyens pédagogiques pour que les jeunes puissent trouver leur place au sein de l'Ecole
- la non adaptation des élèves au système scolaire doit trouver sa solution dans l'établissement. Quand il n'y a plus de dialogue avec l'enseignant, il faut un relais par exemple sous forme de cellule d'écoute, de café-parents. Il faut créer un lieu d'écoute suffisamment souple pour que la gestion des conflits soit efficace.

Thème N° 22 : Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

1) Le recrutement

- Planifier à long terme les besoins de recrutement d'enseignants en tenant compte de l'évolution démographique des élèves, ainsi que des disciplines pléthoriques ou déficitaires en professeurs. Pour celles où les professeurs sont trop nombreux, éviter d'orienter les étudiants vers ces matières et inversement. Utiliser ces prévisions pour effectuer des recrutements réguliers (idée d'une courbe lissée) et non par à-coups qui génèrent des effectifs " en accordéon ". -

- Prévoir un nombre de remplaçants suffisant pour assurer rapidement les remplacements, en particulier les congés de maternité qui sont prévisibles. Occuper à plein temps les remplaçants et valoriser leur travail qui leur demande une adaptation permanente.

- Le métier d'enseignant suppose que l'on s'engage pour 40 ans. Il faut pouvoir recruter des personnes compétentes pour ce métier, capables de faire ce long parcours, de s'adapter aux évolutions des programmes et des mentalités, et de faire toujours plus sans rémunération supplémentaire (augmentation de productivité). Sinon donner aux enseignants la possibilité de changer de métier (cf. § 4).

- Pour les enseignants en accord avec cette proposition, ils pourraient être recrutés pour enseigner deux disciplines pour lesquelles ils seraient compétents, selon les besoins de l'établissement (ex : lettres-allemand). Les professeurs de langues qui le souhaitent devraient pouvoir enseigner également dans le primaire.

- On pourrait envisager également le recrutement comme enseignants de salariés d'entreprises ayant des compétences dans certaines disciplines. Une même personne pourrait être à mi-temps enseignante et à mi-temps salarié dans le privé ou le public.

- Les critères de recrutement et/ou titularisation (formation initiale + examens et concours) sont très divers. Les concours de recrutement doivent tous garantir un certain niveau de connaissances et de savoir faire ;

- Le travail des enseignants pourrait être mieux valorisé donc plus attractif pour les jeunes : s'ils disposaient de plus de moyens : un ordinateur à leur disposition, un espace et du temps à leur disposition pour un travail collectif et effectuer des échanges, ce qui permettrait de remédier à leur solitude et de faire en sorte que les plus jeunes soient conseillés par les plus expérimentés ;

- s'ils étaient plus ouverts sur l'extérieur (cf. ci-après),

- s'ils étaient mieux formés (cf. ci-après).

- 2. La formation : c'est un problème crucial :

* La formation des enseignants doit être assurée lors de leur entrée dans cette carrière ainsi que tout du long de celle-ci.

* Il y a un énorme décalage entre les compétences théoriques acquises lors des études, et le savoir faire pédagogique. Il faut prévoir une vraie formation pédagogique, et sur la psychologie des jeunes.

* Le temps de formation à l'IUFM est insuffisant et inadapté à la réalité quotidienne. Les enseignants ne sont pas vraiment formés à gérer une classe.

* La formation des enseignants est insuffisante. Il faudrait prévoir un crédit formation pour chaque enseignant. Certains professeurs d'enseignement technique qui passent un examen de qualification sont insuffisamment formés.

* De plus il serait utile de motiver les " anciens " à aider les " jeunes ".

* Ouvrir l'Education au monde extérieur, favoriser les contacts avec des non enseignants à l'intérieur de l'école. Inversement demander aux entreprises d'être plus ouvertes notamment par un meilleur accueil des élèves à la recherche d'un stage.

* Prévoir des formations pour aider les enseignants à changer de métier.

3) l'évaluation

Elle doit être effectuée lors de l'entrée dans la carrière d'enseignant. La grille de notation est très dépendante de l'âge de l'enseignant et il y a

peu de flexibilité. Il faudrait assouplir cette grille et favoriser la carrière des professeurs qui " le méritent " mais selon quels critères ? Il faudrait recruter davantage d'inspecteurs et les rendre plus disponibles pour effectuer leur mission première " l'inspection des professeurs ", et qui leur permet de les conseiller. Les professeurs peuvent de leur propre initiative d'une part, s'auto-évaluer, même si cela reste subjectif, d'autre part, tenir compte des remarques formulées par les élèves et parents d'élèves Il faut définir des critères d'évaluation.

4. La gestion de carrière

* Pour les enseignants qui ne sont plus motivés ou devenus inadaptés à l'enseignement, des passerelles devraient être possibles avec d'autres fonctions dans l'Education Nationale, voire dans un autre secteur public ou privé, avec un retour possible dans la fonction d'enseignant.

* Confier certaines missions aux enseignants (pas nécessairement d'enseignement) qui les valoriseraient, et les rémunérer correctement comme cela se fait dans d'autres pays européens.

* Tenir compte des demandes des parents qui se mobilisent lorsqu'un professeur n'est pas (ou n'est plus) adapté à l'enseignement, pour le remplacer, même s'il est titulaire, et lui confier d'autres tâches.

* Faire bénéficier les enseignants d'une mesure qui leur permettrait d'être eux aussi bénéficiaires de la réduction du temps de travail, d'autant plus que le travail de l'enseignement ne s'arrête vraiment jamais (recherche de documentation sur internet ou autre...).

Sujets 6 et 8: Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ? Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Le débat s'ouvre avec la question suivante : " Dans quelle mesure l'école peut-elle rivaliser avec les nouvelles technologies (Internet, DVD....) étant donné que ces technologies permettent un accès au savoir immédiat, quel que soit l'endroit et à tout instant ? " Ainsi, comment créer un climat propice au travail ? Comment innover dans la pédagogie ? Les solutions proposées sont diverses : tout d'abord la distinction est faite entre deux types de motivation : la motivation interne qui fait que certains élèves ont en eux l'envie de réussir et la motivation externe qui, elle, doit venir de l'extérieur, par exemple grâce au professeur qui projette sur l'élève le désir d'apprendre. La question qui se pose est donc de savoir comment transformer une motivation externe en motivation interne. La vie du lycée est parfois terne, c'est pourquoi il faut créer du vivant à l'aide d'activités nombreuses et variées. Une première solution envisagée est d'inciter les jeunes à se choisir un modèle et voir avec eux ce qu'ils ont remarqué chez celui-ci, pourquoi ils l'ont choisi, quelles sont les valeurs qu'il représente et comment transposer ces valeurs à notre époque et à eux-mêmes. Ces modèles choisis deviendraient ainsi une source de motivation. Une autre solution consiste à maintenir les projets pluridisciplinaires dans une perspective de création afin de permettre aux élèves de travailler ensemble. De plus, il faut aussi encourager les contacts de l'établissement avec des intervenants extérieurs afin de créer une synergie entre l'école et le monde qui l'entoure. Il ressort donc que l'idée sous-jacente et essentielle à la motivation des élèves est qu'il ne faut pas subir l'enseignement mais y prendre une part active.

Outre ce problème de motivation une remarque est faite concernant le goût de l'effort que beaucoup d'élèves n'ont pas. De plus, certains parents d'élèves ne souhaitent pas que leur enfant ait des devoirs à faire à la maison. Beaucoup d'élèves ne semblent pas conscients de la somme de travail attendue au lycée dès la classe de Seconde et se découragent donc très vite. La question est alors posée de mettre un test à la rentrée en Seconde. L'idée semble bonne mais quelles en seraient les conséquences ? On aboutirait à la mise en place d'une pédagogie différenciée dès le début d'année, ce qui semble prématuré car la mise en route se fait petit à petit. Le gros du travail repose donc sur l'accueil des élèves en Seconde afin de mieux gérer la rupture collège/lycée. Le débat s'oriente alors sur les réunions parents / professeurs de chaque début d'année scolaire. Selon certains professeurs, ces réunions font acte d'échange formel et

ne permettent pas de réels échanges. Ainsi les professeurs souhaiteraient engager de vraies discussions avec les parents sur les méthodes de travail, les conseils pédagogiques, etc...

La suggestion suivante concerne la réorganisation de la semaine de travail. L'idée est que l'élève choisirait une partie de son enseignement en fonction de ses propres goûts et pas nécessairement en fonction de son orientation. Cependant, le problème persiste : les élèves passent beaucoup de temps à l'école, mais savent-ils travailler efficacement ? Il faudrait intégrer une part de méthodologie dans l'emploi du temps. Il y aurait donc un temps de présence obligatoire et commun, un temps de présence par intérêt, c'est-à-dire des matières choisies en approfondissement ou en découverte et un temps réservé à de l'aide aux devoirs. De plus, il est parfois difficile d'accorder la même attention à chacun compte tenu des lourds effectifs que nous rencontrons actuellement. Réduire les effectifs est une revendication des parents, des élèves et des professeurs depuis quelques années déjà. En effet, motiver les élèves c'est aussi les reconnaître en s'intéressant à chacun d'eux, ne pas les considérer seulement comme un groupe-classe mais faire ressortir l'unicité de chaque élève.

Question 17 Comment améliorer la qualité de vie des élèves à l'école?

Dans cet atelier réservé aux élèves et animé par les CPE, la moitié des intervenants juge les emplois du temps extrêmement chargés : les heures de permanence sont nombreuses et les journées sont longues. Des élèves proposent de réduire les vacances afin d'avoir des journées d'école plus courtes, aux cours mieux répartis et pas de cours le samedi matin. Ce changement permettrait la création de plus de plages horaires pour des activités au lycée : ateliers de musique, de théâtre, de photo... En effet, en ce moment, peu d'élèves peuvent profiter de ces clubs par manque de temps, parce qu'ils ont cours ou doivent manger.

Les élèves proposent de réduire les cours magistraux et de favoriser la création de groupes de travail qui permettraient aux élèves de chercher par eux-mêmes afin de développer leur autonomie, leur intérêt pour le cours et la compréhension de celui-ci. Ils divergent sur la formation des groupes : homogènes ou hétérogènes. Le travail en demi-groupes devrait être généralisé particulièrement en langues.

On reproche souvent aux élèves leur manque d'engagement mais ces derniers ont l'impression que leur parole n'est pas prise en compte. Les élèves s'estiment mal informés sur les instances lycéennes, jugés d'ailleurs trop compliquées. De plus, peu de débats sont organisés : les ateliers de discussion sont suivis par peu d'élèves, le contenu des heures d'ECJS varie selon les professeurs. Les heures de vie de classe pourraient être l'occasion de discussions ou d'informations sur l'engagement au lycée.

Les intervenants proposent unanimement de simplifier le mode de représentation des élèves au CVL. Une journée banalisée doit être organisée expliquer aux élèves leur fonctionnement. Le rôle du professeur principal doit être renforcé. Des heures doivent être consacrées à l'organisation de débats. Enfin, les élèves désirent que l'on montre aux jeunes que leur parole est écoutée, prise en compte et qu'elle peut faire changer les autres.

Questions 10 et 11 : Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ? Comment préparer et organiser l'entrée dans le supérieur ?

Il faudrait apporter l'information plutôt que de demander à l'élève d'aller voir lui-même. L'information apportée serait plus précise dans chaque filière. L'information aux parents est primordiale afin de satisfaire le choix des élèves : certains parents ne connaissent pas le contenu, les débouchés des différentes filières.

Il faut diversifier l'information aux élèves avec des forums d'étudiants, de professionnels, d'élèves... à condition que cela ne soit pas trop scolaire. Il faut plus de COP et plus de temps accordé aux élèves et aux professeurs, constituer un réseau d'information constitué de personnels différents.

